



L'homme âgé vivant près de la frontière entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale a été extrait de force de son domicile à deux reprises pour subir à chaque fois de longs interrogatoires de la police et de la gendarmerie, fait savoir Radio Equinoxe.

Les pratiques peu orthodoxes continuent à se faire dénoncer dans le département de la Vallée du Ntem, notamment les zones frontalières entre le Cameroun, le Gabon et la Guinée Equatoriale. A cet exercice, un patriarche de la localité vient de se livrer devant les caméras d'Equinoxe Télévision. Cependant, c'était non sans en subir les représailles.

Dans une correspondance diffusée sur les ondes de Radio Equinoxe bien captée par nos confrères de *cameroon-info*, le représentant de cette antenne dans la région du Sud rapporte que les propos du patriarche Joseph Ondo Ayang dans un reportage sur la porosité à la frontière entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale par Kyé-Ossi lui ont valu d'être interrogé pendant de longues heures en dépit d'une santé chancelante.

Interpellations brutales

Les gendarmes ont été les premiers à aller le chercher. Radio Equinoxe rapporte qu'ils ont « interpellé brutalement » le vieil homme aux environs de 9 heures pour ne le libérer qu'aux environs de 21 heures. La Police a pris le relais le lendemain, le soumettant au même traitement, à savoir un long interrogatoire.

Selon le reporter de Radio Equinoxe, la zone de Kyé-Ossi est une localité où la corruption a fait son lit. *« La situation à la frontière Cameroun-Guinée-Equatoriale par Kyé-Ossi est un véritable problème de société. Officiellement la Guinée Equatoriale dit avoir fermé sa frontière, mais sa population harcelée par la famine trouve des voies de contournement. Les familles vivant de part et d'autre de la frontière doivent pouvoir cohabiter. C'est ici que naît et prospère la corruption. Les cargaisons commerciales des grands du pays passent sans problèmes par la frontière dite fermée alors que les petits se débrouillent dans les sites traditionnels qui se transforment en chasse gardée des forces de sécurité »*, raconte « la radio du peuple ».
